

‘Secret’ document reveals Habyarimana regime’s plot to assassinate Uganda’s Museveni

The New Times, January 21, 2026



Former President of Rwanda, Juvenal Habyarimana, inspects his officers in 1990s. Courtesy

A secret military intelligence document from Rwanda's former genocidal government reveals that the regime of President Juvénal Habyarimana considered assassinating Ugandan President Yoweri Museveni during the early stages of the Rwandan Patriotic Front's 1990–1994 liberation war.

The document which *The New Times* has seen, dated May 23, 1991, and marked SECRET, was produced by the genocidal regime's military intelligence as government forces struggled against the RPF, a rebel movement largely composed of Rwandan refugees who had fled decades of ethnic persecution.

The report portrayed Uganda as the principal force behind the RPF and framed the conflict as foreign aggression rather than a domestic political crisis.

REPUBLIC RWANDAISE

MINISTRE DE LA DEFENSE NATIONALE
CABINET DU MINISTRE
BP 28 KIGALI

SRG

SECRET

KIGALI, le 23 05 91

RAPPORT DE RENSEIGNEMENT DU SRG MINADEFA. DOMAINE MILITAIRE1. Attaque éventuelle par l'UGANDA

De sources très diversifiées, nous apprenons qu'une attaque de grande envergure serait en train d'être préparée en UGANDA, attaque qui serait déclenchée à la fin du mandat du Président MUSEVENI à la présidence de l'OUA. En effet, le Président MUSEVENI dont l'armée à caractère personnel atteint actuellement 60.000 hommes, aurait disponibilisé 20.000 hommes au profit des INKOTANYI. Ces 20.000 hommes seraient actuellement regroupés au Sud de l'UGANDA où ils font des entraînements et encadrent les troupes INKOTANYI, mais surtout ils seraient en train de se familiariser avec un armement nouveau que viennent d'acquérir les INKOTANYI.

Après avoir recoupé toutes ces informations, les éléments ci-après ressortent, qui appellent à prendre au sérieux ces informations:

- On ne doute plus que la guerre que mènent actuellement les INKOTANYI est une guerre d'usure. L'on voit clairement que leurs actions visent à entretenir une guerre qui nous fatigue et nous ruine en attente d'une action de grande envergure. Par ailleurs, on remarque chez les INKOTANYI (à travers les messages captés) un certain moral et un calme inhabituels qui laissent penser qu'ils ont une promesse heureuse de la part de MUSEVENI.
- Des recrutements plus organisés se font au BURUNDI sous l'oeil passif du Gouvernement Burundais. Il serait naïf de croire que le Gouvernement du BURUNDI ne coopère pas avec les INKOTANYI par le biais notamment de ses services de renseignement.

- Actions de sabotage sur le territoire ugandais

Le grand problème qui gêne nos forces sur le terrain est qu'elles ne peuvent pas poursuivre les INKOTANYI sur le territoire ugandais alors que de là, ces derniers tirent sur nos positions. A l'état actuel des choses, il y a lieu de localiser les positions des INKOTANYI au-delà de la frontière (centres d'instructions, centres logistiques, etc...) et d'essayer de les détruire par des raids. Ces raids seraient appuyés par une grande campagne de notre part faisant état de luttes internes dans les rangs des INKOTANYI. De tels raids empêcheraient les INKOTANYI de s'organiser près de notre territoire.

- Déstabilisation de MUSEVENI

Par le biais des organisations privées spécialisées, nous devrions penser à porter atteinte à la vie de MUSEVENI. Il n'est pas impossible de le faire éliminer. C'est pourquoi un tel plan devrait être conçu. En effet, le coût pour la réalisation de ce plan serait de loin inférieur au coût de la guerre que MUSEVENI nous a causée. Les services de renseignement militaires pourraient faire une étude approfondie d'un tel plan.

Repeatedly describing the RPF as acting under Museveni's direction, and that Uganda was planning to attack Rwanda, the report reads: "Through specialized private organizations, we should consider making an attempt on the life of MUSEVENI. It is not impossible to have him eliminated."

"The cost of carrying out such a plan would be far lower than the cost of the war that MUSEVENI has inflicted upon us."

The document argued that such an operation would be less costly than continuing the war against the RPF. It also outlined plans for cross-border military raids into Uganda, intensified psychological warfare, and diplomatic pressure on neighbouring states – Uganda and Burundi – accused of supporting the RPF. Uganda and Burundi were both depicted as complicit in sustaining the rebellion.

The military intelligence services were tasked with an "in-depth study" of the plan to assassinate President Museveni.